



UNE REVUE NARRATIVE DES ÉCRITS

CONCEPTS ET INTERVENTIONS POUR INTÉGRER L'EDI DANS LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES TERRITORIAUX

VÉRONIQUE GENESSE, étudiante à la maîtrise
LAURENCE GUILLAUMIE, PhD
SOPHIE DUPÉRÉ, PhD

Programmes de santé publique et communautaire,
Faculté des sciences infirmières, Université Laval

MARS 2026

Financement. Cette recherche s'inscrit dans le cadre du projet de recherche COSAM (Coalition pour le système alimentaire de la Mauricie). Cette recherche a également bénéficié d'un financement du Pôle bioalimentaire propulsé par l'INAF et du Fonds de recherche du Québec.

Remerciements. Nous adressons nos remerciements à Julie Lauzière pour la relecture de ce rapport. Nous remercions les membres du comité de coordination du projet COSAM qui ont suscité l'idée du présent projet. Ce rapport est destiné à toutes les personnes engagées dans les systèmes alimentaires territoriaux (SAT) du Québec.

Pour citer ce document. Genesse, V., Guillaumie, L. et Dupéré, S. (2026). Concepts et interventions pour intégrer l'EDI dans les systèmes alimentaires territoriaux : Une revue narrative des écrits. Rapport de recherche, Programmes de santé publique et communautaire, FSI, Université Laval.

Table des matières

Résumé	1
1. Introduction	2
2. Objectifs	3
3. Méthodologie	4
4. Résultats	6
4.1 Concepts clés relatifs à l'EDI dans les SAT	7
4.2 Les enjeux soulevés par l'intégration de l'EDI dans les SAT	11
4.3 Les initiatives recensées pour intégrer l'EDI dans les SAT	15
4.4 Les retombées anticipées et observées de l'EDI dans les SAT	19
5. Discussion	21
5.1 L'impératif de transformation de la gouvernance des SAT	21
5.2 S'outiller pour bien comprendre et analyser les iniquités	21
5.3 Des politiques publiques explicitement orientées sur l'EDI	22
5.4 Le défi d'opérationnalisation systémique de l'EDI dans les SAT	22
5.5 Ne pas sous-estimer les mécanismes de reproduction d'iniquités dans les SAT	23
6. Conclusion	24
Références	25
Annexes	30
Annexe 1 : Mots-clés utilisés pour identifier les publications incluses	30
Annexe 2 : Liste des 27 publications incluses dans les analyses	31

Liste des tableaux

Tableau 1. Caractéristiques des documents inclus dans la recension	6
Tableau 2. Synthèse des concepts liés à l'EDI	7
Tableau 3. Synthèse des enjeux soulevés par l'intégration de l'EDI dans les SAT	11
Tableau 4. Synthèse des initiatives visant à intégrer l'EDI dans les SAT	15

Résumé

Introduction. Un système alimentaire territorial (SAT) désigne une démarche collective menée à l'échelle locale, le plus souvent celle d'une ville ou d'une région, qui rassemble une diversité de parties prenantes mobilisées pour coconstruire des initiatives visant à répondre aux enjeux agricoles, agroalimentaires et alimentaires propres à leur territoire. Les principes d'équité, de diversité et d'inclusion (EDI) sont largement reconnus comme importants au sein des SAT afin que tous les groupes sociaux participent et bénéficient du système alimentaire de leur territoire. Cependant, les SAT disposent de peu de repères concrets pour les mettre en œuvre. Cette étude vise à combler cette lacune en mettant en lumière les approches et leviers identifiés dans la littérature scientifique.

Objectif et méthodes. L'objectif de ce rapport est de synthétiser les connaissances relatives à l'intégration de l'EDI dans les SAT, en documentant les concepts clés, les enjeux, les initiatives mises en œuvre et leurs retombées. Ces aspects sont explorés à travers une revue narrative incluant 27 documents publiés depuis 2010 et repérés dans la base de données *Web of Science*.

Résultats. L'analyse révèle que de multiples concepts liés à l'EDI coexistent dans la littérature. Elle met également en évidence six enjeux majeurs susceptibles de freiner son intégration dans les SAT, notamment le fait que les iniquités structurelles soient profondément ancrées dans les systèmes alimentaires et la faible littératie relative à l'EDI. Les initiatives recensées pour favoriser l'EDI dans les SAT sont variées et ont été regroupées en six catégories : (1) une gouvernance des SAT explicitement orientée vers l'équité, (2) des politiques favorables à l'équité, (3) des initiatives communautaires visant un accès équitable à l'alimentation, (4) des activités de formation à l'EDI, (5) le renforcement des capacités d'action des SAT, et (6) la diffusion d'outils d'analyse de l'équité dans les SAT. Les retombées de ces initiatives demeurent toutefois peu documentées empiriquement, plusieurs étant davantage anticipées ou hypothétiques que véritablement mesurées.

Discussion. L'intégration de l'EDI dans les SAT apparaît comme un processus complexe, qui requiert des transformations structurelles, une gouvernance audacieuse et des politiques publiques adaptées. Dans ce processus, il importe de veiller à ce que les initiatives mises en place au nom de l'EDI ne contribuent pas, de manière involontaire, à reproduire ou à accentuer les inégalités qu'elles cherchent à réduire, notamment en renforçant la stigmatisation ou en véhiculant des représentations déficitaires des populations en situation de vulnérabilité. Une approche misant sur la formation, la communication et la transformation des représentations et des discours entourant l'EDI dans les SAT, adaptée aux réalités de chaque territoire et appuyée par davantage de données empiriques, pourrait soutenir la transition vers des systèmes alimentaires plus équitables.

1. Introduction

Un système alimentaire territorial (SAT) désigne une démarche collective menée à l'échelle d'un territoire, le plus souvent une municipalité ou une région, qui rassemble une diversité de parties prenantes mobilisées pour coconstruire des initiatives visant à répondre aux enjeux agricoles, agroalimentaires et alimentaires propres à leur territoire (Arthur et al., 2022 ; Delaney et al., 2018). Si plusieurs SAT se concentrent sur les maillons classiques de la chaîne alimentaire (production, transformation, distribution, consommation et gestion des matières résiduelles), d'autres adoptent une perspective plus large intégrant des enjeux de gouvernance, d'équité, d'environnement, de souveraineté alimentaire autochtone et de santé publique (Blay-Palmer et al., 2021 ; Duarte et al., 2025). Les SAT peuvent donc avoir des approches variées, certains mettant l'accent sur l'approvisionnement alimentaire local, d'autres sur la justice sociale et la sécurité alimentaire, d'autres sur les solutions fondées sur la nature et la résilience écologique, et d'autres encore sur une approche holistique intégrant l'ensemble de ces enjeux.

Dans tous les cas, les SAT reposent sur des logiques de collaboration intersectorielle et de gouvernance participative (Donkers, 2013). Ils mobilisent une diversité de parties prenantes, allant des productrices et producteurs aux citoyennes et citoyens, en passant par les organismes communautaires, les institutions publiques et les entreprises privées (Moragues-Faus et al., 2017). À ce titre, ils constituent des leviers pour la transition socioécologique. Ils cherchent entre autres à atténuer certains effets des chaînes agroalimentaires mondialisées (tels que l'uniformisation des régimes alimentaires, la perte de souveraineté locale ou les inégalités d'accès à l'alimentation) et à repenser les systèmes alimentaires dans une perspective d'équité, de diversité et d'inclusion (EDI), de résilience écologique et de vitalité territoriale (Allen & Prospero, 2016 ; Blay-Palmer et al., 2020 ; Duarte et al., 2025 ; El Bilali, 2019 ; Farmery et al., 2021 ; Massuca et al., 2023).

Au Québec, toutes les régions disposent de comités plus ou moins formels chargés de coordonner leur système alimentaire. Ces instances analysent les dynamiques territoriales, définissent des priorités concertées et soutiennent la mise en œuvre de projets répondant aux besoins locaux. Selon les régions, ce rôle peut être assumé par les tables bioalimentaires, les tables intersectorielles régionales en saines habitudes de vie (TIR-SHV) ou d'autres coalitions intersectorielles (Forum SAT, 2022). À Montréal, par exemple, le Conseil SAM coordonne la concertation du système alimentaire; dans la région de Québec, ce rôle est principalement assuré par la Table de concertation sur la sécurité alimentaire. En Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, la Table de développement bioalimentaire soutient notamment les circuits courts et la production locale, tandis qu'au Saguenay-Lac-Saint-Jean, le Collectif Borée mobilise les parties prenantes autour des enjeux alimentaires.

Dans l'ensemble, les SAT interviennent souvent sur six dimensions interdépendantes (Blay-Palmer et al., 2020 ; Duarte et al., 2025 ; Pozelli Sabio & Lehoux, 2019): 1) la gouvernance

alimentaire territoriale, qui structure la coordination et la participation des parties prenantes ; 2) l'environnement et la résilience climatique, incluant la protection des écosystèmes, la réduction des gaz à effet de serre et l'adaptation aux changements climatiques ; 3) la justice alimentaire, qui comprend notamment l'abordabilité et la sécurité alimentaire ; 4) la souveraineté et l'autodétermination, en particulier pour les communautés autochtones ; 5) la vitalité et responsabilité sociale des entreprises agroalimentaires ; et 6) l'équité, la diversité et l'inclusion (EDI), à la fois dimension spécifique et principe transversal guidant l'ensemble des actions.

L'EDI occupe une place de plus en plus importante dans les SAT et renvoie à l'ensemble des principes et pratiques visant à reconnaître et à réduire les inégalités structurelles, à favoriser une participation équitable des parties prenantes et à assurer une représentation réelle des groupes historiquement marginalisés dans la gouvernance et les décisions relatives à l'alimentation sur un territoire (Gallardo Gomez & Darrot, 2023 ; Hochedez & Le Gall, 2016). Ces groupes peuvent inclure, sans s'y limiter, les peuples autochtones (Premières Nations, Inuit et Métis), les personnes noires ou racisées, les personnes en situation de handicap, les personnes de la diversité sexuelle et de genre ainsi que les personnes exploitant de petites fermes dont la position demeure souvent marginalisée dans les systèmes alimentaires dominants.

Malgré les bonnes intentions des parties prenantes des SAT du Québec, plusieurs indiquent ne pas disposer de repères clairs pour mieux intégrer ou promouvoir les principes d'EDI dans leurs actions et stratégies territoriales, comme le montre une étude menée par notre équipe (Guillaumie et al., 2024). Plusieurs travaux se sont penchés sur les enjeux liés à l'EDI dans les systèmes alimentaires en général (p. ex., Hochedez, 2022 ; Marrero et al., 2024 ; Tirado von der Pahlen et al., 2018), et plus spécifiquement dans les SAT (p. ex., Glennie & Alkon, 2018 ; Slade & Carter, 2017). Cependant, à notre connaissance, aucune synthèse des écrits n'a encore été consacrée spécifiquement à l'intégration de l'EDI dans les SAT, ce qui limite la compréhension globale des connaissances disponibles, des approches mobilisées et des leviers identifiés pour soutenir cette intégration.

2. Objectifs

Cette étude vise à dresser un état des connaissances sur l'intégration de l'EDI dans les SAT, en s'appuyant sur une revue narrative des écrits. Plus précisément, elle poursuit les objectifs suivants : (1) recenser les concepts clés mobilisés dans la littérature pour penser et intégrer l'EDI dans les SAT ; (2) identifier les enjeux qui influencent l'intégration de l'EDI dans les SAT ; (3) documenter des initiatives et pratiques contribuant à l'intégration de l'EDI dans les SAT ; et (4) explorer les retombées observées ou attendues de ces initiatives.

3. Méthodologie

Devis. Cette revue narrative de la littérature vise à brosser un portrait des écrits scientifiques portant sur l'intégration de l'EDI dans les SAT. Le devis narratif est particulièrement adapté dans les domaines émergents et intersectoriels caractérisés par une forte diversité de contenus (Baumeister et al., 1997). Contrairement à une revue systématique, ce type de revue permet une exploration plus interprétative des travaux publiés, particulièrement pertinent lorsque les concepts, les approches et les objets d'étude sont hétérogènes. Cette revue a été réalisée en suivant les recommandations du SANRA (*Scale for the Assessment of Narrative Review Articles*), un outil conçu pour favoriser la qualité des revues narratives en portant une attention à la clarté des objectifs, à la rigueur de la recherche documentaire, à la crédibilité des sources mobilisées et à la qualité de la synthèse des données (Baethge et al., 2019).

Stratégie de recherche. Deux requêtes complémentaires ont été menées dans la base de données *Web of Science* afin d'identifier les publications traitant des enjeux d'EDI. La première requête ciblait spécifiquement les enjeux EDI dans les systèmes alimentaires territoriaux, locaux et alternatifs. En raison du faible nombre d'études directement pertinentes, une seconde requête, plus large, a été effectuée sur l'EDI dans les systèmes alimentaires en général (voir **Annexe 1** pour la liste complète des mots-clés).

Critères de sélection. Les documents devaient répondre aux critères suivants pour être inclus dans la recension. (1) Le document devait porter directement sur l'intégration de l'équité, de la diversité ou de l'inclusion dans les systèmes alimentaires, et contribuer de manière explicite à l'avancement des connaissances sur ce thème. Les publications abordant l'EDI de façon plus marginale pouvaient également être retenues, à condition qu'elles présentent un angle original, innovant ou particulièrement pertinent pour l'analyse. (2) Les publications devaient porter sur des systèmes alimentaires en général, ou dans des contextes de pays industrialisés situés en Amérique du Nord, en Europe ou en Océanie. (3) Seuls les documents rédigés en français ou en anglais et publiés à partir de 2010 ont été considérés, afin de refléter les dynamiques contemporaines associées aux SAT. Au total, 56 documents ont été présélectionnés sur la base de leur titre et de leur résumé. Parmi ceux-ci, 27 ont été jugés suffisamment pertinents pour être inclus dans la recension (voir la liste en **Annexe 2**) : 10 portant spécifiquement sur les enjeux d'EDI dans les SAT et 17 abordant les enjeux d'EDI dans le cadre plus large des systèmes alimentaires.

Codification et synthèse des données. Les données des documents inclus ont été systématiquement codifiées à l'aide de tableaux d'analyse développés pour l'étude. Les caractéristiques descriptives de chaque publication ont été recensées, y compris l'année de publication, le pays d'affiliation de l'autrice ou l'auteur principal, l'objectif du document, le type

d'étude (p. ex., recension des écrits, recherche participative), les populations concernées, et les interventions mobilisées. En complément, un codage thématique a été appliqué aux contenus en lien avec les objectifs de l'étude, c'est-à-dire les concepts mobilisés pour aborder les enjeux d'EDI dans les SAT ; les enjeux identifiés dans la mise en œuvre de l'EDI dans les SAT ; les initiatives concrètes visant à promouvoir l'EDI dans les SAT ; et les retombées anticipées ou observées de ces initiatives, incluant les effets sociaux, politiques, organisationnels ou symboliques. L'analyse thématique des données a été menée selon une approche inductive et itérative. La première phase de codage a permis de faire émerger des thèmes initiaux et une phase subséquente a permis de les affiner au fil de lectures et d'échanges entre les membres de l'équipe.



4. Résultats

Cette recension des écrits scientifiques inclut 27 documents. La majorité des écrits ont été publiés entre 2020 et 2025 (74 %) et par des autrices ou auteurs dont l'établissement d'attache est situé en Amérique du Nord (59 %). Les documents présentant une étude de cas étaient les plus fréquents dans cette recension (41 %).

Tableau 1. Caractéristiques des documents inclus dans la recension

Caractéristiques		Nombre de documents	Proportion
<i>Année de publication</i>	2025	2	7 %
	2020-2024	18	67 %
	2015-2019	7	26 %
	2010-2014	-	-
<i>Région d'affiliation de l'auteur-e principal-e</i>	Amérique du Nord	16	59 %
	Europe	5	19 %
	Océanie	1	4 %
	Multiplés régions	5	18 %
<i>Type de devis ou document</i>	Étude de cas	11	41 %
	Recension des écrits	7	25 %
	Commentaire et texte d'opinion (<i>position paper</i>)	6	22 %
	Analyse conceptuelle ou critique	1	4 %
	Recherche participative	1	4 %
	Enquête quantitative descriptive	1	4 %
<i>Population concernée</i>	Population générale ou du territoire	8	30 %
	Groupes marginalisés (p. ex., racisés, autochtones, handicapés)	5	19 %
	Milieux éducatifs et population étudiante	3	11 %
	Institutions, gouvernements, spécialistes	3	11 %
	Entrepreneur·es bioalimentaires	2	7 %
	Multiplés populations	6	22 %
<i>Principale initiative</i>	Approches de gouvernance et de planification	9	33 %
	Politiques publiques et réglementations	6	22 %
	Projets communautaires	5	19 %
	Outils et innovations techniques (p. ex. infrastructures, plateformes numériques)	4	15 %
	Pratiques pédagogiques et éducatives	3	11 %

4.1 Concepts clés relatifs à l'EDI dans les SAT

Cette section présente les principaux concepts mobilisés dans la littérature pour analyser l'EDI dans les SAT (Tableau 2). L'analyse fait ressortir des concepts davantage liés à l'équité (notamment en nutrition), à la diversité (discrimination, racisme, blanchité), à l'inclusion (participation, processus démocratiques, inclusion numérique), ainsi qu'à la justice sociale et alimentaire (répartition des ressources, souveraineté).

Tableau 2. Synthèse des concepts liés à l'EDI

Approches	Nombre de documents	Proportion
Équité	19	70 %
Système alimentaire équitable	15	56 %
Discrimination	15	56 %
Diversité	12	44 %
Inclusion	12	44 %
Justice alimentaire	11	41 %
Justice sociale	10	37 %
Justice	7	26 %
Développement durable	7	26 %
Racisme	7	26 %
Racisme structurel ou systémique	6	22 %
Intersectionnalité	6	22 %
Blanchité	5	19 %
Apartheid alimentaire	4	15 %
Équité en nutrition	3	11 %
Suprématie blanche	3	11 %
Colonialisme de peuplement	2	7 %
Inclusion numérique	2	7 %

* Les concepts spécifiques au domaine de l'alimentation apparaissent en grisé.

4.1.1 Les concepts liés à l'équité

L'**équité**, concept central de l'EDI, renvoie à l'idée que les différences observées entre les groupes sociaux ne devraient pas résulter de désavantages ou d'avantages systémiques (Valley et al., 2020). En d'autres termes, certaines différences peuvent découler de choix individuels, de contextes biologiques, géographiques ou de préférences culturelles, sans nécessairement être le produit d'un système social ou institutionnel inégalitaire. L'objectif de l'équité est donc de corriger les inégalités structurellement produites ou maintenues par les rapports sociaux. Contrairement à l'égalité, qui suppose un traitement identique pour tous, l'équité implique parfois des interventions différenciées afin de tenir compte des désavantages historiques ou structurels auxquels certains groupes sont confrontés. Dans la littérature, l'équité est souvent associée à la **justice sociale**, entendue comme une répartition équitable des ressources, des opportunités et des bénéfices socioéconomiques, influencée par des rapports de pouvoir d'ordre social, politique ou économique (Juskaite et Haug, 2023). L'équité peut également être associée à l'**intersectionnalité**, un cadre analytique permettant de comprendre comment les inégalités se construisent et se renforcent. Ce concept met en lumière la manière dont plusieurs formes de discrimination peuvent se combiner lorsque les individus se situent à l'intersection de différentes identités sociales, telles que le genre, l'origine ou le statut socioéconomique (Adusei, 2025 ; Lecoutere et al., 2023 ; Parker, 2015), bien qu'il demeure encore relativement peu mobilisé dans les travaux sur les systèmes alimentaires.

Le concept d'équité est souvent mobilisé en lien avec d'autres notions dans l'analyse des systèmes alimentaires. Par exemple, **un système alimentaire équitable** est généralement décrit comme un système garantissant à toutes et tous un accès stable à des aliments sains, frais, abordables, accessibles et culturellement appropriés (Stone et al., 2024). Cette perspective met également en avant la reconnaissance du pouvoir d'agir des mouvements sociaux et des petites entreprises alimentaires locales, notamment leur capacité à faire entendre leur voix et à participer aux décisions qui les concernent (McKeon, 2017). L'équité est également abordée dans le concept **d'équité nutritionnelle**, qui vise à réduire les écarts nutritionnels injustes entre les groupes sociaux en tenant compte de leurs besoins spécifiques et de leurs conditions de vie. Cette approche implique notamment de favoriser la sécurité alimentaire et d'améliorer les conditions socioéconomiques influençant l'accès à une alimentation de qualité, telles que l'accès à des emplois décents, à des revenus stables et à des ressources économiques pour les personnes impliquées dans les systèmes alimentaires (Freedman et al., 2022). **Enfin, l'équité peut être intégrée à des cadres analytiques plus larges, comme celui du développement durable.** Dans ce contexte, l'équité est généralement associée à la dimension sociale du développement durable, aux côtés de notions telles que la justice sociale, l'inclusion, la qualité de vie, la gouvernance démocratique et le capital social (Slade & Carter, 2017).

Enfin, la **justice**, bien que souvent implicite dans la littérature, constitue un autre concept central de l'EDI. Elle vise à éliminer les barrières qui limitent l'accès équitable aux ressources, aux opportunités et à la participation sociale, afin de permettre à chacune et chacun de vivre dignement

(Hamilton et al., 2024). Alors que l'équité renvoie à des mesures correctives visant à réduire les désavantages entre groupes sociaux dans un système donné, la justice renvoie plus largement à une remise en question et à une transformation des structures sociales, économiques et politiques qui produisent ces inégalités. La **justice sociale** en constitue une déclinaison appliquée aux relations sociales et politiques, en s'intéressant plus spécifiquement à la manière dont les ressources, les droits, les pouvoirs et les possibilités de participation sont distribués entre les groupes au sein de la société (Juskaite et Haug, 2023). Or, la gouvernance actuelle des systèmes alimentaires reconnaît encore insuffisamment les inégalités et les rapports de pouvoir qui les structurent, ce qui en limite la transformation (McKeon, 2017). Le concept de **justice alimentaire** affirme que l'équité et la justice doivent orienter la transformation des systèmes alimentaires afin de corriger les iniquités structurelles (Juskaite et Haug, 2023 ; Valley et al., 2020). Il met notamment l'accent sur la souveraineté alimentaire, l'autonomisation économique et l'accès à une alimentation saine et culturellement appropriée, en particulier pour les personnes noires, autochtones et racisées (Adusei, 2025). Les systèmes alimentaires alternatifs, souvent issus d'initiatives locales, sont généralement considérés comme plus susceptibles de promouvoir cette justice que les systèmes industriels, qui tendent à reproduire ces inégalités (Adusei, 2025).

4.1.2 Les concepts liés à la diversité

La **diversité** constitue une autre notion centrale de l'EDI et renvoie à une pluralité de concepts associés, tels que le racisme, la discrimination, les biais systémiques ou encore les privilèges sociaux. La diversité désigne les différences qui caractérisent les individus et les groupes, en lien avec leur singularité, et s'observe à la fois à l'échelle individuelle et collective (Hamilton et al., 2024). Elle peut se manifester à travers diverses caractéristiques sociales, notamment l'origine ethnique, la nationalité, l'âge ou l'identité de genre, et être appréhendée à partir de données démographiques (Fourat et al., 2020 ; Hamilton et al., 2024). Plusieurs autrices et auteurs soulignent que la diversité est avant tout une richesse pour les communautés (Fourat et al., 2020).

Parmi les concepts étroitement liés à la diversité figurent la discrimination et le racisme. Le **discrimination** désigne le traitement défavorable, injuste ou inégal d'une personne ou d'un groupe en raison de caractéristiques telles que l'origine ethnique, le genre, l'âge, la classe sociale ou d'autres identités sociales. Elle constitue une cause importante d'inégalités dans les systèmes alimentaires. Le **racisme** renvoie pour sa part à une idéologie ou à un système de croyances selon lequel certains groupes seraient intrinsèquement supérieurs ou inférieurs à d'autres en raison de différences perçues comme biologiques ou culturelles. Les groupes perçus comme déficitaires sont ainsi souvent relégués à des positions sociales subordonnées, ce qui influence les conditions de vie et les opportunités qui leur sont offertes (Valley et al., 2020).

Certaines formes de racisme prennent une dimension structurelle ou systémique. Le **racisme structurel ou systémique** renvoie à l'enracinement du racisme dans les institutions, les lois, les pratiques sociales et les systèmes de valeurs, ce qui contribue à reproduire des désavantages

persistants pour certains groupes racisés (Singleton, 2022). Ce phénomène peut avoir des effets concrets dans différents domaines, notamment dans l'accès à l'alimentation, les politiques publiques et le fonctionnement des systèmes alimentaires (Singleton, 2022). Le racisme structurel est souvent analysé en lien avec la notion de **suprématie blanche**, une idéologie qui confère historiquement aux personnes blanches davantage de pouvoir, de privilèges et de traitements préférentiels au détriment des personnes noires, autochtones ou racisées (Burke & Spiller, 2015). Ces dynamiques se manifestent à plusieurs niveaux (interpersonnel, culturel, historique et institutionnel) et ont progressivement été normalisées, contribuant à la reproduction d'inégalités sociales (Burke & Spiller, 2015).

Le concept de blanchité, bien que lié à celui de suprématie blanche, apporte un éclairage complémentaire. Il désigne un construit social souvent invisibilisé, caractérisé par un ensemble de privilèges implicites dont bénéficient les personnes blanches. Alors que la suprématie blanche renvoie plus explicitement à l'affirmation d'une hiérarchie raciale, la blanchité permet de comprendre comment cette hiérarchie se perpétue à travers des normes, des valeurs et des pratiques présentées comme neutres ou universelles (Guinto et al., 2024 ; Parker, 2015). Parker (2015) montre notamment que ces dynamiques sont présentes dans les systèmes alimentaires et dans les programmes universitaires qui y sont associés, sans toujours être explicitement reconnues.

D'autres concepts permettent également d'approfondir l'analyse des enjeux liés à la diversité et aux inégalités dans les systèmes alimentaires. **Le colonialisme de peuplement** désigne le processus historique par lequel des populations coloniales se sont installées sur des territoires autochtones, en marginalisant ou en dépossédant les peuples qui y vivaient (Guinto et al., 2024). Ces dynamiques peuvent contribuer à produire des injustices alimentaires, notamment en matière d'accès et de contrôle des ressources. Dans ce contexte, le terme d'**apartheid alimentaire** a été proposé pour désigner des territoires historiquement désavantagés par des politiques raciales et économiques, en remplacement de l'expression « désert alimentaire » (Adusei, 2025). Ce concept souligne que les difficultés d'accès à une alimentation saine dans certaines communautés résultent moins de contraintes géographiques que de structures sociales et institutionnelles marquées par des héritages de discrimination (Singleton, 2022).

4.1.3 Les concepts liés à l'inclusion

Le concept d'**inclusion** est étroitement lié à celui de diversité, puisqu'il vise à soutenir la diversité et à en assurer la pérennité au sein des communautés (Fourat et al., 2020 ; Hamilton et al., 2024). On distingue toutefois l'inclusion, entendue comme un processus collectif et participatif, de l'inclusivité, qui renvoie plutôt à un résultat associé à l'autonomisation sociale et à la promotion de valeurs démocratiques (Fourat et al., 2020). L'inclusion se manifeste concrètement par les occasions offertes aux individus de participer à la vie communautaire. Cela peut prendre la forme de bénévolat, de collaborations, de participation aux processus démocratiques ou décisionnels, ou encore de l'accès au droit de vote (Fourat et al., 2020). Les indicateurs utilisés pour mesurer

l'inclusion incluent notamment l'égalité, l'équité, l'accès à l'emploi et la possibilité de participer à différentes sphères de la vie sociale (Fourat et al., 2020).

Un autre concept présent dans la littérature est celui d'**inclusion numérique** (Steinke et al., 2024). Bien que sa définition demeure floue et qu'il n'existe pas de consensus sur ses composantes ou ses critères d'évaluation, plusieurs dimensions sont généralement reconnues. Celles-ci incluent les habiletés numériques des usagères et des usagers (p. ex., les personnes travaillant en agriculture), souvent inégalement réparties, l'appétence, soit la volonté d'utiliser les services numériques, ainsi que l'accès aux infrastructures et aux outils numériques (Steinke et al., 2024). Cette volonté d'usage peut être influencée par divers facteurs, notamment les barrières linguistiques, les normes sociales, la littératie, les expériences passées avec le numérique, les préoccupations liées à la sécurité de l'information ou encore la pertinence du contenu proposé (Steinke et al., 2024). Pour favoriser un design numérique inclusif, il est recommandé de tenir compte dès le départ des caractéristiques des utilisatrices et utilisateurs potentiels et d'anticiper les formes possibles d'exclusion tout au long du processus de conception (Steinke et al., 2024).

4.2 Les enjeux soulevés par l'intégration de l'EDI dans les SAT

Six principaux enjeux liés à l'intégration de l'EDI dans les SAT ont été identifiés (Tableau 3). Il s'agit de : (1) les obstacles structurels à l'équité dans les SAT, (2) l'asymétrie du pouvoir dans la gouvernance des SAT, (3) la faible littératie sur l'EDI dans les SAT, (4) l'intégration souvent superficielle de l'EDI dans les SAT, (5) la contribution des SAT à la reproduction des iniquités, et (6) la pluralité des discours sur l'EDI dans les SAT.

Tableau 3. Synthèse des enjeux soulevés par l'intégration de l'EDI dans les SAT

Enjeux	Nombre de documents	Proportion
Des inégalités structurelles profondément ancrées	14	52 %
L'asymétrie du pouvoir dans la gouvernance des SAT	5	19 %
La faible littératie sur l'EDI dans les SAT	5	19 %
L' intégration souvent superficielle de l'EDI dans les SAT	4	15 %
La contribution des SAT à la reproduction des iniquités	2	7 %
La pluralité des discours sur l'EDI dans les SAT	1	4 %

4.2.1 Des inégalités structurelles profondément ancrées dans les SAT

Les SAT sont confrontés à des inégalités structurelles profondément ancrées dans les systèmes alimentaires, liées notamment à la pauvreté, à la précarité et aux discriminations fondées sur le statut socioéconomique, le genre ou l'origine ethnoculturelle (Adusei, 2025 ; Butterfield et

Ramirez, 2021 ; Cohen et Ilieva, 2021 ; Juskaite et Haug, 2023 ; Kelly et Allen-Meares, 2025 ; Singleton, 2022 ; Sterling et al., 2021 ; Valley et al., 2020). Ces inégalités résultent de rapports sociaux et économiques historiques qui continuent de structurer l'accès aux ressources, aux opportunités et aux espaces décisionnels dans les systèmes alimentaires. Elles touchent particulièrement certains groupes historiquement marginalisés, notamment les agricultrices et agriculteurs, les travailleuses et travailleurs migrants saisonniers, les personnes immigrantes, les femmes et les filles, les personnes autochtones, les personnes en situation de handicap, les personnes noires et racisées ainsi que les personnes à faible revenu (Adusei, 2025 ; Butterfield et Ramirez, 2021 ; Juskaite et Haug, 2023 ; Lecoutere et al., 2023 ; Singleton, 2022 ; Swenor, 2021 ; Valley et al., 2020).

Dans ce contexte, les personnes noires, racisées et autochtones rencontrent plus fréquemment des obstacles à l'accès à des aliments sains, à des infrastructures adéquates (p. ex., logement, transport) et à des environnements alimentaires favorables (Adusei, 2025 ; Burke et Spiller, 2015 ; Singleton, 2022 ; Valley et al., 2020). Elles sont également surreprésentées dans des territoires où dominent les dépanneurs et les aliments ultratransformés, au détriment d'une offre alimentaire saine (Adusei, 2025 ; Singleton, 2022). La marginalisation persistante des savoirs des communautés racisées, autochtones et paysannes dans l'élaboration des politiques alimentaires contribue aussi à la reproduction de ces inégalités, en limitant la reconnaissance de formes alternatives de connaissances et d'organisation des systèmes alimentaires (McKeon, 2017).

Ces inégalités se manifestent également dans les structures économiques du secteur bioalimentaire. La pauvreté peut être particulièrement marquée chez les agricultrices et agriculteurs ainsi que chez les travailleuses et travailleurs du secteur, en raison de revenus insuffisants, de conditions de travail précaires et d'un accès limité aux protections sociales (Juskaite et Haug, 2023 ; Stone et al., 2024). Les travailleuses et travailleurs migrants, notamment saisonniers ou sans statut légal, sont exposés à des risques accrus d'exploitation, leur droit de résidence ou de travail dépendant souvent de la personne qui les emploie (Juskaite et Haug, 2023). Ces dynamiques sont renforcées par des structures de distribution et de marché peu favorables aux circuits alimentaires alternatifs, où les produits issus de l'agriculture locale demeurent peu présents dans les grandes épiceries et marginalisés face aux produits conventionnels (Bui et al., 2019).

4.2.2 L'asymétrie du pouvoir dans la gouvernance des SAT

Les SAT reproduisent souvent des asymétries de pouvoir dans leurs structures de gouvernance. Le modèle multipartite, selon lequel toutes les parties prenantes sont censées avoir un poids équivalent, masque en réalité des inégalités structurelles profondes (McKeon, 2017). Ces dynamiques inéquitables peuvent être entretenues par un manque de ressources, d'outils ou d'autoréflexion sur les biais systémiques présents dans les processus de planification et de gouvernance (Raja et al., 2018). Par ailleurs, les grandes entreprises et multinationales, dotées de ressources économiques, politiques et techniques considérables, exercent une influence

disproportionnée sur les politiques alimentaires aux échelles internationale et nationale (Juskaite et Haug, 2023 ; McKeon, 2017). Cette domination se manifeste également à l'échelle des SAT, où elle tend à marginaliser les petites entreprises et les groupes vulnérables, limitant leur accès aux ressources, aux marchés et aux espaces décisionnels (Juskaite et Haug, 2023 ; McKeon, 2017).

La reproduction de ces asymétries de pouvoir dans les SAT s'inscrit plus largement dans un héritage historique. Les structures locales de gouvernance alimentaire sont marquées par des héritages coloniaux et par des rapports de pouvoir sociaux persistants, ce qui se reflète dans la surreprésentation, au sein des instances décisionnelles, de personnes blanches, urbaines, hautement scolarisées et affiliées à des milieux professionnels dominés par des normes masculines et par les intérêts économiques d'entreprises privées (Guinto et al., 2024). Cette configuration freine l'inclusion effective des personnes noires, racisées et autochtones dans les processus décisionnels (Guinto et al., 2024 ; Juskaite et Haug, 2023 ; Sterling et al., 2021). Ces dynamiques locales ne sont pas isolées et s'inscrivent dans des forces systémiques plus larges, telles que la concentration du pouvoir dans de grandes entreprises agroalimentaires (processus qualifié de corporatisation), la standardisation des chaînes d'approvisionnement et les rapports de domination persistants entre le Nord et le Sud global (Guinto et al., 2024 ; Juskaite et Haug, 2023 ; McKeon, 2017).

4.2.3 La faible littératie sur l'EDI dans les SAT

La littérature souligne une faible littératie sur les enjeux d'équité, de diversité et d'inclusion dans les SAT, un constat également observé dans les programmes de formation en alimentation, en agriculture et en transformation (Parker, 2015 ; Sterling et al., 2021 ; Valley et al., 2020). Cette lacune est particulièrement problématique dans un contexte où les systèmes alimentaires se sont historiquement développés dans des sociétés marquées par le colonialisme, l'esclavage, la mondialisation et divers conflits sociaux. Ces héritages ont structuré des rapports de pouvoir asymétriques fondés sur la race, l'ethnicité, le genre, le sexe et la classe sociale, profondément ancrés dans les structures économiques, politiques et sociales des systèmes alimentaires (Guinto et al., 2024 ; Juskaite et Haug, 2023 ; Sterling et al., 2021 ; Valley et al., 2020 ; Singleton, 2022). Or, comme le montre Parker (2015), les curriculums des formations en agriculture et en alimentation abordent encore peu les inégalités systémiques et les dynamiques de pouvoir qui traversent les systèmes alimentaires. Cette absence de formation critique limite la capacité des actrices et acteurs du secteur à reconnaître les mécanismes structurels qui produisent les inégalités. Cette faible littératie ne tient pas uniquement à un manque d'exposition aux contenus, mais aussi, dans certains cas, à une compréhension partielle ou superficielle des enjeux ou à une non-adhésion en raison de systèmes de valeurs et priorités qui peuvent entrer en tension avec les principes d'EDI. En conséquence, le faible niveau de littératie sur l'EDI conduit souvent à traiter les manifestations des inégalités dans les systèmes alimentaires, plutôt que les structures sociales et institutionnelles qui les produisent, ce qui limite l'intégration de l'équité dans les SAT (Parker, 2015).

4.2.4 Une intégration souvent superficielle de l'EDI dans les SAT

Selon les études analysées, les projets liés aux SAT intègrent peu les enjeux d'EDI dans leur conception, leur mise en œuvre ou leur évaluation, ou le font de manière superficielle (Bronson et Knezevic, 2019 ; Fourat et al., 2020 ; Parker, 2015 ; Steinke et al., 2024). Par exemple, certaines initiatives communautaires et de mise en marché des produits locaux, bien qu'elles visent à répondre à l'insécurité alimentaire et à améliorer l'accès à une alimentation saine et durable, peuvent reproduire des formes d'exclusion. À titre d'exemple, les épiceries de quartier mises en place dans ce cadre attirent souvent une clientèle à revenu moyen ou élevé, en mesure de payer pour des produits locaux (Fourat et al., 2020). De plus, les aliments proposés sont parfois peu adaptés aux préférences culturelles des populations racisées ou à faible revenu, ce qui peut renforcer leur sentiment d'exclusion (Fourat et al., 2020 ; Parker, 2015).

De façon similaire, les enjeux d'EDI sont souvent peu pris en compte dans le développement de technologies numériques destinées aux entreprises (ex. plateformes de mise en marché, collecte de mégadonnées), malgré les inégalités structurelles qui affectent particulièrement les entreprises de plus petite taille (Bronson et Knezevic, 2019 ; Steinke et al., 2024). Les personnes marginalisées dans ce secteur, souvent moins scolarisées, géographiquement isolées ou disposant d'un accès limité aux ressources et aux réseaux, peuvent ainsi être exclues des bénéfices promis par ces outils numériques (Steinke et al., 2024). Ces technologies reposent fréquemment sur des modèles standardisés qui tiennent peu compte de la diversité des contextes d'usage, des besoins ou des capacités des utilisatrices et utilisateurs. Elles comportent rarement des mécanismes permettant d'évaluer leurs effets en matière d'inclusion (Steinke et al., 2024). Ces initiatives tendent dès lors à renforcer les intérêts des actrices et acteurs déjà dominants du secteur, au détriment des entreprises de plus petite taille.

4.2.5 La contribution des SAT à la reproduction des iniquités

Les SAT, malgré leurs engagements affichés en faveur de l'EDI, peuvent contribuer à reproduire, voire à renforcer certaines iniquités structurelles (Singleton, 2022). Par exemple, Stone et al. (2024) identifient dans une ville américaine plusieurs mécanismes par lesquels les politiques alimentaires territoriales maintiennent ces inégalités, notamment la persistance de l'insécurité alimentaire dans les communautés à faible revenu et racisées, les obstacles à l'accès au foncier (liés au genre, à l'origine ethnoculturelle ou au coût du logement) et la concentration du pouvoir décisionnel entre un nombre restreint d'actrices et d'acteurs. Ces dynamiques sont accentuées par la faible représentation des populations concernées dans les instances décisionnelles et par le désengagement de certains gouvernements, qui entraîne une distribution inégale du soutien public et des risques (Stone et al., 2024). Comme le souligne Singleton (2022), ces inégalités s'inscrivent dans des systèmes d'oppression qui façonnent les conditions de vie, notamment la précarité résidentielle, l'itinérance et différentes formes de violence. Dans ce contexte, les choix alimentaires fortement contraints par la précarité, comme le recours à des

aliments moins coûteux mais plus dommageables pour l’environnement, illustrent aussi les tensions persistantes entre justice sociale et durabilité environnementale (Stone et al., 2024).

4.2.6 La pluralité des discours sur l’EDI dans les SAT

La mise en œuvre de l’EDI est aussi influencée par les différentes visions des systèmes alimentaires mobilisées par les parties prenantes. Juskaite et Haug (2023) identifient quatre approches qui orientent les priorités d’action dans ces systèmes : le productivisme, le redistributionnisme, l’anticapitalisme et l’aide internationale. Le discours productiviste met l’accent sur l’augmentation de la production et de l’offre alimentaire locale, mais accorde moins d’attention aux obstacles structurels qui limitent l’accès à l’alimentation et la participation économique de certains groupes. À l’inverse, le redistributionnisme insiste sur une répartition plus équitable des ressources et des opportunités, notamment à travers la reconnaissance du droit à l’alimentation. L’approche anticapitaliste remet en question les fondements du système économique et souligne le rôle des rapports de pouvoir, du colonialisme et du patriarcat dans la production des injustices alimentaires. Enfin, les approches inspirées de l’aide internationale privilégient souvent des interventions visant à améliorer l’accès à l’alimentation, mais abordent peu les causes structurelles des inégalités. Cette pluralité d’approches contribue à expliquer les tensions observées dans la mise en œuvre de l’EDI dans les SAT.

4.3 Les initiatives recensées pour intégrer l’EDI dans les SAT

Six initiatives mettant de l’avant l’EDI dans les SAT ont été identifiées : (1) une gouvernance des SAT fondée sur l’équité, (2) des politiques orientées sur l’équité, (3) des projets d’accès équitable à l’alimentation, (4) la formation à l’EDI dans les SAT, (5) le renforcement des capacités d’action des SAT, et (6) la diffusion d’outils d’analyse de l’équité dans les SAT (Tableau 4).

Tableau 4. Synthèse des initiatives visant à intégrer l’EDI dans les SAT

Cas d’initiatives	Nombre de documents	Proportion
Une gouvernance des SAT fondée sur l’équité	15	56 %
Des politiques orientées à l’équité dans les SAT	5	19 %
Des projets d’accès équitable à l’alimentation	4	15 %
La formation à l’EDI dans les SAT	4	15 %
Le renforcement des capacités d’action des SAT	3	11 %
La diffusion d’outils d’analyse de l’équité dans les SAT	1	4 %

4.3.1 Une gouvernance des SAT fondée sur l’équité

Plusieurs études soulignent que les modes actuels de gouvernance des SAT tendent à reproduire des rapports de pouvoir inégalitaires et des formes structurelles de discrimination,

notamment liées au colonialisme, au patriarcat, au racisme et aux inégalités économiques (Adusei, 2025; Bui et al., 2019; Cohen et Ilieva, 2021 ; Guinto et al., 2024; Hammelman et al., 2020; Hawkes et al., 2022; Lecoutere et al., 2023; McKeon, 2017; Raja et al., 2018 ; Ruben et al., 2021; Stone et al., 2024 ; Tirado von der Pahlen et al., 2018). En réponse, plusieurs autrices et auteurs plaident pour une transformation de la gouvernance fondée sur l'équité, la décolonisation des processus décisionnels, la remise en question des structures de pouvoir dominantes et la reconnaissance des savoirs issus des communautés noires, autochtones, racisées et paysannes (Guinto et al., 2024 ; McKeon, 2017). Le cadre *Six Principles for Equitable and Inclusive Civic Engagement* est d'ailleurs proposé pour guider cette transformation des SAT (Guinto et al., 2024).

Cette perspective s'oppose aux approches limitées à l'égalité formelle, qui appliquent les mêmes règles à tous et toutes sans tenir compte des écarts réels de pouvoir. Les modèles de gouvernance fondés vers l'équité cherchent plutôt à assurer une égalité réelle de participation en renforçant la voix des groupes historiquement marginalisés, en particulier lorsqu'ils occupent une place centrale dans les systèmes alimentaires ou subissent plus fortement les effets des politiques en place (Bui et al., 2019 ; McKeon, 2017). Les mouvements autochtones, des communautés racisées et paysans n'y sont pas simplement consultés, mais sont appelés à occuper une place centrale dans les instances de gouvernance pour participer à la définition des priorités et des politiques alimentaires (Raja et al., 2018). L'exemple de Food Solutions New England aux États-Unis l'illustre, notamment avec des programmes d'ambassadrices et d'ambassadeurs, visant à accroître la participation de personnes racisées dans les espaces décisionnels et à faire du SAT un levier de justice raciale et de durabilité (Burke et Spiller, 2015). Plusieurs cadres ont été proposés pour soutenir cette évolution, qu'il s'agisse de guider des démarches de planification plus inclusives (avec le cadre *Inclusive Planning and Policy Processes for Strengthening Community Food Systems* présenté par Raja et al., 2018) ou d'évaluer les effets sociaux, environnementaux et éthiques des politiques bioalimentaires, notamment pour les populations les plus vulnérables (avec le cadre *TEEB-AgriFood* discuté par Tirado von der Pahlen et al., 2018).

4.3.2 Des politiques et réglementations orientées sur l'équité dans les SAT

Les politiques et réglementations jouent un rôle central dans la transformation des SAT lorsqu'elles sont orientées sur l'équité et agissent de façon intégrée sur les déterminants sociaux de la santé, notamment l'accès à l'alimentation, les conditions de logement et de travail, et les dynamiques de discrimination structurelle (Freedman et al., 2022). L'exemple de la ville de New York sous l'administration du maire Bill de Blasio illustre comment les politiques d'un SAT peuvent favoriser l'équité alimentaire à plusieurs niveaux (Cohen et Ilieva, 2021). Dans les écoles, des mesures ont notamment amélioré l'accès à des repas scolaires sains avec des programmes alimentaires gratuits ou subventionnés. En complément, l'accès au *Supplemental Nutrition Assistance Program* (SNAP), un programme fédéral qui offre un soutien financier mensuel aux personnes et familles à faible revenu pour l'achat de denrées alimentaires, a été élargi. Cette extension s'est accompagnée de coupons d'achat de fruits et légumes dans les marchés fermiers.

D'autres politiques ont contribué à la sécurité alimentaire en améliorant les conditions de vie des populations vulnérables, notamment par des mesures touchant le logement abordable, l'accès aux services de garde, la réduction des frais de scolarité, et les protections liées aux conditions de travail. Des initiatives ont également soutenu la création de coopératives de travailleuses et travailleurs dans les communautés racisées et cherché à réduire la discrimination visant les personnes avec un casier judiciaire ou un statut migratoire précaire (Cohen et Ilieva, 2021). L'adoption de politiques garantissant aux groupes historiquement marginalisés un accès équitable aux ressources de production, telles que les terres agricoles, l'eau et les semences, était aussi recommandée (Tirado von der Pahlen et al., 2018). Ultimement, ces politiques orientées sur l'équité se distinguent par leurs priorités et se déclinent sur l'ensemble des enjeux traversant les SAT (Adusei, 2025 ; Juskaite et Haug, 2023 ; Stone et al., 2024 ; Swenor, 2021).

4.3.3 Les projets communautaires d'accès équitable à l'alimentation

Parmi les projets communautaires mentionnés dans la littérature, trois types sont souvent mentionnés pour améliorer l'accès équitable à l'alimentation et atténuer les mécanismes d'exclusion dans les systèmes alimentaires : les épiceries solidaires, les services d'aide alimentaire et, les cuisines et jardins communautaires (Butterfield et Ramirez, 2021 ; Fourat et al., 2020 ; Hamilton et al., 2024 ; Parker, 2015). Les épiceries solidaires cherchent à réduire les barrières d'accès à l'alimentation en proposant des paniers alimentaires à prix réduit, des options de paiement échelonné et des aliments adaptés aux préférences culturelles des communautés locales (Fourat et al., 2020 ; Parker, 2015). Souvent constituées sous forme d'organisations à but non lucratif, elles reposent sur des modèles participatifs, la prise de décision collective et l'engagement de membres issus de milieux culturels et socioéconomiques divers (Fourat et al., 2020).

Les services d'aide alimentaire sont également mobilisés, mais cherchent à se repositionner en adoptant des approches plus communautaires et moins stigmatisantes. Ce repositionnement vise à dépasser une logique de charité pour favoriser des pratiques fondées sur la dignité, l'inclusion et la participation des communautés. Cela se traduit par le développement de services plus accessibles et culturellement adaptés, comme des paniers alimentaires, des coupons alimentaires, des cuisines collectives ou la distribution de repas cuisinés (Hamilton et al., 2024). Cela s'accompagne aussi de relations plus personnalisées avec les personnes utilisatrices et d'une adaptation des critères d'admissibilité afin de mieux répondre aux besoins des communautés desservies (Hamilton et al., 2024). De plus en plus, ces services vont au-delà des activités de banques alimentaires afin de réduire la stigmatisation associée à l'aide alimentaire.

Les cuisines et jardins communautaires constituent également une stratégie fréquente. Conçus comme des espaces de cuisine et d'agriculture de proximité accessibles, ils visent à rassembler des personnes de divers milieux et à produire des aliments frais et des repas à faible coût. Malgré leur potentiel d'inclusion sociale, ces initiatives demeurent souvent fréquentées par des personnes issues de milieux plus favorisés, qui se reconnaissent davantage dans les valeurs

associées à ces jardins. Cela souligne l'importance de mettre en place des mesures concrètes pour en améliorer l'accessibilité réelle pour les populations à faible revenu ou issues de groupes marginalisés (Butterfield et Ramirez, 2021).

4.3.5 La formation à l'EDI

Le renforcement de la formation à l'EDI constitue un levier important pour mieux préparer les professionnelles et professionnels à agir sur les iniquités qui traversent les systèmes alimentaires. Plusieurs écrits soulignent la nécessité d'intégrer ces compétences dans les formations universitaires afin de soutenir des interventions capables d'agir sur les déterminants sociaux de la santé et les dynamiques de pouvoir qui structurent les systèmes alimentaires (Kelly et Allen-Meares, 2025). Dans cette perspective, Valley et al. (2020) recommandent un modèle ciblant quatre compétences en équité à développer : la réflexivité personnelle, la compréhension des dynamiques relationnelles, l'analyse critique des systèmes qui produisent les inégalités et la capacité d'agir concrètement pour transformer ces structures.

D'autres initiatives encouragent des formations interdisciplinaires, expérientielles et centrées sur la pensée systémique, comme le *Teaching Sustainable Food Systems Community of Practice* ou l'*Inclusive Food Systems Curriculum USDA Higher Education Challenge Project* (Sterling et al., 2021). Ces approches sont souvent associées à l'analyse intersectionnelle et à la pédagogie critique, qui permettent de mieux comprendre les rapports de pouvoir et de reconnaître les savoirs et les expériences des groupes historiquement marginalisés (Parker, 2015 ; Parker, 2025 ; Valley et al., 2020). Elles peuvent aussi se traduire par la création de programmes interdisciplinaires ou de doubles diplômes reliant la santé publique, la nutrition, l'agriculture et la planification territoriale, afin de mieux outiller les personnes étudiantes à intervenir dans la complexité des systèmes alimentaires (Kelly et Allen-Meares, 2025).

4.3.5 Le renforcement des capacités d'action des SAT

Renforcer les capacités d'action des SAT est recommandé afin de mieux agir sur les déterminants structurels des iniquités et contribuer à l'EDI (Steinke et al., 2024 ; Stone et al., 2024 ; Adusei, 2025). Les iniquités alimentaires résultent d'un ensemble de facteurs interconnectés touchant la santé, l'environnement, l'économie, l'aménagement du territoire et les modes de gouvernance. Les SAT sont donc appelés à intervenir dans plusieurs domaines complémentaires, notamment la gouvernance alimentaire territoriale, les enjeux environnementaux et climatiques, les dimensions sociales (justice alimentaire, abordabilité et sécurité alimentaire) ainsi que les conditions économiques liées à la viabilité des entreprises et à l'accès aux marchés. Dans cette perspective, la littérature souligne fréquemment l'importance de renforcer la capacité des SAT à soutenir les productrices et producteurs locaux par des politiques publiques favorables, à développer les chaînes d'approvisionnement régionales et les infrastructures de transformation, ainsi qu'à promouvoir des mesures d'aménagement du territoire

limitant l'étalement urbain sur les terres agricoles (Stone et al., 2024). Elle met également en évidence la nécessité de renforcer les capacités de gouvernance inclusive, notamment en favorisant une meilleure représentation des productrices et producteurs dans les instances décisionnelles et une participation équitable des personnes citoyennes à l'élaboration des politiques alimentaires territoriales. Enfin, plusieurs travaux soulignent l'importance de renforcer la capacité des SAT à soutenir des innovations et des dispositifs permettant d'élargir l'accès aux ressources alimentaires, aux opportunités économiques et aux processus décisionnels pour les personnes historiquement marginalisées (Steinke et al., 2024 ; Adusei, 2025).

4.3.6 La diffusion d'outils d'analyse sur l'équité dans les SAT

La mise en œuvre de l'équité dans les SAT pourrait être facilitée par l'utilisation d'outils d'analyse qui orientent les politiques et les interventions. À titre d'exemple, le *Social Work Health Impact Model* (SWHIM) présenté par Kelly et Allen-Meares (2025) propose quatre repères pour intégrer les dimensions sociales et structurelles de l'équité : (1) des interventions répondant aux besoins immédiats des individus ; (2) des initiatives éducatives et communautaires visant à améliorer la santé et le bien-être ; (3) l'engagement des professionnelles et professionnels et des communautés dans les processus d'élaboration des politiques ; et (4) des transformations structurelles agissant sur les déterminants sociaux de la santé.

4.4 Les retombées anticipées et observées de l'EDI dans les SAT

Les retombées anticipées concernent essentiellement la réduction des inégalités structurelles liées au genre, à l'appartenance ethnoraciale, à la classe sociale et au statut migratoire, notamment par le biais de politiques publiques agissant sur les déterminants sociaux de la santé (Adusei, 2025 ; Burke et Spiller, 2015 ; Cohen et Ilieva, 2021 ; Hawkes et al., 2022 ; Kelly et Allen-Meares, 2025 ; Lecoutere et al., 2023 ; Stone et al., 2024 ; Tirado von der Pahlen et al., 2018). Cependant, ces retombées de l'EDI sont, pour l'essentiel, anticipées ou théoriques, la littérature offrant encore peu de résultats fondés sur des observations empiriques.

L'intégration de l'EDI pourrait notamment améliorer l'accès aux ressources productives, à la terre, aux circuits de distribution et à des conditions d'emploi plus équitables pour les groupes historiquement marginalisés (Adusei, 2025 ; Cohen et Ilieva, 2021 ; Guinto et al., 2024 ; Ruben et al., 2021 ; Tirado von der Pahlen et al., 2018). Dans cette perspective, l'un des objectifs du développement durable des Nations Unies (cible 2.3) vise à doubler, d'ici 2030, les revenus et la productivité des petits producteurs et productrices agricoles, c'est-à-dire les 40 % disposant des revenus et des ressources productives les plus faibles (Juskaite et Haug, 2023).

L'intégration de l'EDI est également présentée comme un levier pour transformer les dynamiques de pouvoir dans les systèmes alimentaires. Elle permettrait de favoriser une participation plus équitable dans les espaces de gouvernance alimentaire et contribuer à remettre en question la domination de certains acteurs économiques (Bui et al., 2019 ; Guinto et al., 2024 ;

McKeon, 2017). Certains dispositifs institutionnels et outils d'analyse, tels qu'un index d'inclusion numérique, pourraient également soutenir le développement d'innovations alimentaires plus inclusives et participatives (Steinke et al., 2024). Plusieurs travaux soulignent aussi les transformations pédagogiques et culturelles associées à l'EDI, notamment à travers la déconstruction des privilèges sociaux dans les formations professionnelles et la valorisation des savoirs autochtones, paysans et des communautés racisées comme leviers de transition (Parker, 2015 ; McKeon, 2017 ; Sterling et al., 2021 ; Valley et al., 2020).

Enfin, les publications rapportent rarement des retombées empiriquement observées sur l'EDI dans les SAT. Certaines études mettent en évidence l'impact d'initiatives locales inclusives, notamment dans le cadre de coopératives alimentaires, de jardins communautaires et de banques alimentaires, sur l'accès à l'alimentation, la gouvernance et les dynamiques communautaires (voir section précédente sur les « Initiatives communautaires ») (Cohen et Ilieva, 2021 ; Ruben et al., 2021). À l'échelle nationale, le processus de consultation du Réseau pour une alimentation durable (Food Secure Canada) a également contribué à influencer le discours gouvernemental en intégrant des notions telles que le droit à l'alimentation et la souveraineté alimentaire autochtone, même si ce processus n'avait pas débouché sur un plan d'action intégré (Hammelman et al., 2020).

5. Discussion

Cette étude avait pour objectif de documenter les concepts et les interventions en matière d'EDI dans les SAT. Elle a permis de dresser une cartographie des concepts clés, des enjeux, des initiatives recensées, ainsi que des retombées attendues ou observées. Cinq principaux enseignements émergent de cette analyse.

5.1 L'impératif de transformation de la gouvernance des SAT

Plusieurs travaux soulignent que les asymétries de pouvoir persistantes dans les structures actuelles freinent l'intégration effective de l'EDI (Bui et al., 2019 ; Guinto et al., 2024 ; McKeon, 2017). Un accord émerge sur la nécessité de mieux équilibrer le pouvoir entre une diversité d'acteurs et d'actrices, en accordant une voix réelle aux groupes historiquement marginalisés. Des propositions, comme celles de Guinto et al. (2024) et de McKeon (2017), convergent vers l'idée d'un renversement des logiques dominantes. La première appelle à décoloniser la gouvernance, tandis que la seconde plaide pour une gouvernance fondée sur des rôles différenciés et hiérarchisés, c'est-à-dire où toutes les parties prenantes n'ont pas la même fonction ni le même niveau d'autorité, afin de garantir un pouvoir équitable aux populations marginalisées. La perspective de gouvernance inclusive défendue par Bui et al. (2019) insiste quant à elle sur la participation d'acteurs et d'actrices provenant de secteurs non agricoles et agroalimentaires, ainsi que de personnes représentant des intérêts marginalisés ou exclus. Enfin, celle de Hawkes et al. (2022) met en lumière l'importance de développer des pistes d'action pour limiter le pouvoir des acteurs commerciaux dominants. Ces modèles, bien que variés, convergent sur un principe fondamental qui consiste à accorder une place centrale aux populations marginalisées et à mobiliser une diversité d'individus dans les processus décisionnels. Ils offrent ainsi des balises utiles pour orienter les transformations de gouvernance au sein des SAT.

5.2 S'outiller pour bien comprendre et analyser les iniquités

Plusieurs études proposent des outils d'analyse permettant de mieux comprendre et examiner les iniquités dans les SAT. Cela est recommandé considérant que ces iniquités prennent racine dans des systèmes idéologiques et historiques profonds, notamment le colonialisme, la suprématie blanche, le classisme et le patriarcat, et que les SAT peuvent rencontrer des difficultés à mettre en œuvre des interventions qui s'attaquent directement à ces causes structurelles. D'ailleurs, les interventions recensées semblent davantage viser à en atténuer les effets, en offrant un soutien ciblé aux populations historiquement marginalisées et aux petites entreprises du secteur bioalimentaire. À titre d'exemple, des outils d'analyse comme le *Health Equity Impact Assessment* (HEIA) proposent une démarche structurée permettant d'examiner comment des politiques ou interventions peuvent affecter différemment divers groupes de population et ainsi d'anticiper ou de réduire les iniquités potentielles. D'autres autrices proposent le principe d'universalisme

proportionné et des grilles associées, qui visent à adapter l'intensité des politiques et des programmes selon les niveaux de désavantage social afin de favoriser des résultats équitables. Ce principe constitue ainsi un repère important pour comprendre comment les interventions peuvent contribuer à réduire les inégalités sociales (Matchuindem et Chaput, 2024). Enfin, d'autres travaux soulignent l'importance de développer des outils de formation permettant de mieux comprendre les systèmes d'oppression et leurs effets sur les systèmes alimentaires. Le développement et l'utilisation de tels outils nécessitent également l'appui d'acteurs institutionnels plus larges. Ultimement, le renforcement des compétences en matière d'équité, de pensée systémique et d'analyse critique apparaît comme un levier central pour soutenir la transformation des pratiques et favoriser des approches plus équitables dans les SAT (Kelly et Allen-Meares, 2025 ; Parker, 2015 ; Sterling et al., 2021 ; Valley et al., 2020).

5.3 Des politiques publiques explicitement orientées sur l'EDI

Les politiques publiques influencent également fortement les dynamiques des SAT et les conditions d'accès à une alimentation saine et suffisante. Des études de cas soulignent notamment l'importance d'élargir la portée des politiques alimentaires à des enjeux connexes tels que la pauvreté, l'éducation, le logement ou les conditions de travail, qui influencent structurellement la sécurité alimentaire. L'exemple de la ville de New York illustre bien ce phénomène avec des mesures publiques ne ciblant pas directement l'alimentation mais ayant eu néanmoins des effets positifs sur celle-ci (Cohen et Ilieva, 2021). Dans cette perspective, plusieurs écrits recommandent de faire de l'équité un principe structurant des politiques alimentaires, notamment en y intégrant explicitement la notion d'équité nutritionnelle (Slade et Carter, 2017 ; Singleton, 2022). D'autres travaux montrent également que les politiques d'aménagement et de réglementation influencent les conditions d'accès aux ressources nécessaires à la production et à la distribution alimentaires. Elles structurent l'accès à la terre, aux infrastructures et aux marchés, ce qui peut renforcer ou, au contraire, atténuer les inégalités entre les parties prenantes du système alimentaire. Enfin, plusieurs travaux insistent sur l'importance de processus d'élaboration des politiques plus inclusifs, favorisant la participation des populations marginalisées et une représentation plus large des acteurs concernés dans les instances décisionnelles (Raja et al., 2018 ; Stone et al., 2024 ; Tirado von der Pahlen et al., 2018). De tels processus peuvent également soutenir des démarches de plaidoyer en faveur de réformes politiques tenant compte des intérêts de ces populations (Adusei, 2025).

5.4 Le défi d'opérationnalisation systémique de l'EDI dans les SAT

L'EDI mobilise une pluralité de concepts et de cadres d'analyse, ce qui peut rendre complexe sa traduction en orientations opérationnelles claires pour les SAT. Cette difficulté ne tient d'ailleurs pas uniquement à un manque d'exposition ou de formation, mais aussi, dans certains cas, à une compréhension partielle des enjeux ou à des formes de non-adhésion liées aux valeurs et aux cadres de référence des acteurs et actrices. L'examen des écrits montre aussi que les trois dimensions de

l'EDI, soit l'équité, la diversité et l'inclusion, sont rarement mobilisées et évaluées conjointement. À cela s'ajoute la forte hétérogénéité des contextes et des objectifs des études recensées, ce qui témoigne de la diversité des formes que peut prendre l'EDI dans les SAT. Considérant cette complexité, des études encouragent la formulation d'objectifs et d'interventions explicitement dédiés à en soutenir la mise en œuvre. L'étude de Freedman et al. (2022) illustre bien ce besoin en identifiant dix mécanismes influençant l'équité nutritionnelle dans des quartiers urbains racialisés et susceptibles de constituer des leviers d'action. Ces mécanismes sont regroupés en trois domaines: (1) la satisfaction des besoins alimentaires de base avec dignité (ex., emploi secondaire, prestations gouvernementales, aide alimentaire, stigmatisation), (2) l'offre locale et la demande en nourriture saine (p. ex., vente au détail d'aliments frais, sécurité d'emploi, normes culturelles) et (3) la souveraineté alimentaire et l'autonomisation communautaire (ex., pouvoir de la communauté, agriculture locale, risque de gentrification). Ces mécanismes sont eux-mêmes influencés par cinq variables exogènes, renforçant l'idée que l'équité est un phénomène résultant des interactions entre des facteurs interdépendants (Freedman et al., 2022). Ces résultats appuient l'idée que l'opérationnalisation de l'EDI exige une approche systémique et multiniveau, capable d'agir à la fois sur les structures, les normes et les pratiques.

5.5 Ne pas sous-estimer les mécanismes de reproduction d'iniquités dans les SAT

Plusieurs travaux soulignent également que certaines initiatives peuvent, de manière involontaire, reproduire ou renforcer certaines formes d'exclusion si les rapports de pouvoir et les inégalités structurelles ne sont pas explicitement pris en compte. La littérature met en garde contre ces effets inattendus, observés dans plusieurs études de cas. Par exemple, les technologies numériques en agriculture, si elles ne sont pas conçues et diffusées selon des principes inclusifs, peuvent renforcer les iniquités existantes entre différents groupes plutôt que de les atténuer (Steinke et al., 2024). De manière similaire, des projets tels que des épiceries solidaires ou des jardins communautaires, bien qu'ils reposent sur des principes d'inclusion, ont parfois généré un sentiment d'exclusion chez certaines personnes participantes, notamment en raison de codes culturels implicites, de barrières économiques ou de représentations des populations centrées sur leurs déficits plutôt que sur leurs ressources et capacités (Butterfield et Ramirez, 2021 ; Fourat et al., 2020). Dans une autre étude, Bui et al. (2019) soulignent l'échec de certaines initiatives visant à promouvoir l'approvisionnement local dans les supermarchés, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées à des dispositifs de gouvernance inclusive, ni accompagnées d'une approche systémique et éthique. Ces constats invitent les actrices et acteurs des SAT à faire preuve de vigilance. Il apparaît essentiel de procéder à des évaluations régulières et rigoureuses des retombées des initiatives, afin d'identifier rapidement leurs effets indésirables et d'ajuster les interventions en conséquence.

6. Conclusion

Cette revue des écrits met en évidence l'importance et la complexité de l'intégration de l'EDI dans les SAT. Les transformations requises sont profondes et touchent à des dimensions structurantes, notamment la gouvernance territoriale, la légitimité des pratiques organisationnelles en matière d'EDI et les dynamiques de pouvoir entre parties prenantes aux positions inégales. Dans ce contexte, viser une intégration simultanée et exhaustive de l'ensemble des dimensions de l'EDI (soit la réduction des iniquités, la prise en compte et la représentation de la diversité des groupes, ainsi que la participation réelle et inclusive aux processus décisionnels) peut poser des défis opérationnels. Une approche pragmatique consiste à définir des priorités et des objectifs ciblés en matière d'EDI, susceptibles de soutenir des trajectoires de transformation graduelles, tout en étant adaptés aux réalités propres à chaque territoire. Le développement des compétences en EDI et leur intégration dans les pratiques organisationnelles constitue à cet égard un levier important. Il ne s'agit pas seulement de sensibilisation, mais d'accompagner la transformation des cadres d'intervention et des référentiels d'action reconnus appropriés et adoptés collectivement. Enfin, le renforcement des connaissances empiriques apparaît essentiel. Des recherches ancrées dans des initiatives territoriales sont nécessaires pour documenter les conditions de mise en œuvre et les effets des actions en matière d'EDI. Elles permettront de produire des connaissances contribuant à orienter les choix et les pratiques des actrices et acteurs de terrain.



Références

- Adusei, F. Y. (2025). Promoting equity: Embracing food justice in the transformation of the food systems for BIPOC Communities. *Journal of Extension*, 63 (1).
<https://doi.org/10.34068/joe.63.01.08>
- Allen, T. et Prosperi, P. (2016). Modeling sustainable food systems. *Environmental management*, 57(5), 956-975. <https://doi.org/10.1007/s00267-016-0664-8>
- Arthur, H., Sanderson, D., Tranter, P. et Thornton, A. (2022). A review of theoretical frameworks of food system governance, and the search for food system sustainability. *Agroecology and Sustainable Food Systems*, 46(8), 1277-1300.
<https://doi.org/10.1080/21683565.2022.2104422>
- Baethge, C., Goldbeck-Wood, S. et Mertens, S. (2019). SANRA a scale for the quality assessment of narrative review articles. *Research integrity and peer review*, 4 (1), 1-7. article 5.
<https://doi.org/10.1186/s41073-019-0064-8>
- Baumeister, R. F. et Leary, M. R. (1997). Writing narrative literature reviews. *Review of General Psychology*, 1(3), 311–320. <https://doi.org/10.1037/1089-2680.1.3.311>
- Blay-Palmer, A., Santini, G., Halliday, J., Malec, R., Carey, J., Keller, L., Ni, J., Taguchi, M. et van Veenhuizen, R. (2021). City region food systems: building resilience to COVID-19 and other shocks. *Sustainability*, 13(3), 1325. <https://doi.org/10.3390/su13031325>
- Blay-Palmer, A., Conaré, D., Meter, K., Di Battista, A. et Johnston, C. (2020). *Sustainable Food System Assessment: Lessons from Global Practice*. Routledge.
<https://doi.org/10.4324/9780429439896>
- Bronson, K. et Knezevic, I. (2019). The digital divide and how it matters for Canadian food system equity. *Canadian Journal of Communication Policy Portal*, 44, 63-68.
<https://doi.org/10.22230/cjc.2019v44n2a3489>
- Bui, S., Costa, I., De Schutter, O., Dedeurwaerdere, T., Hudon, M. et Feyereisen, M. (2019). Systemic ethics and inclusive governance: two key perquisites for sustainability transitions of agri-food systems. *Agriculture and Human Values*, 36, 277-288.
<https://doi.org/10.1007/s10460-019-09917-2>
- Burke, J. et Spiller, K. A. (2015). Food Solutions New England: Racial equity, food justice, and food system transformation. *Journal of Agriculture, Food Systems, and Community Development*, 5 (4), 164-171. <https://doi.org/10.5304/jafscd.2015.054.027>
- Butterfield, K. L. et Ramirez, A. S. (2021). Framing food access: Do community gardens inadvertently reproduce inequality? *Health Education and Behavior*, 48 (2), 160-168.
<https://doi.org/10.1177/1090198120950617>
- Cohen, N. et Ilieva, R. T. (2021) Expanding the boundaries of food policy: The turn to equity in New York City. *Food Policy*, 103, article 102012.
<https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2020.102012>
- Delaney, A., Evans, T., McGreevy, J., Blekking, J., Schlachter, T., Korhonen-Kurki, K., Tamás, P. A., Crane, T. A., Eakin, H. et Förch, W. (2018). Governance of food systems across scales in

- times of social-ecological change: a review of indicators. *Food Security*, 10, 287-310. <https://doi.org/10.1007/s12571-018-0770-y>
- Donkers, H. (2013). Governance for local and regional food systems. *Journal of Rural and Community Development*, 8(1), 178-208. <https://doi.org/10.3390/agriculture11050422>
- Duarte, L. A., Méndez, M. R. et Muñoz-Rojas, J. (2025). Territorial embeddedness of sustainable agri-food systems: A systematic review. *Agroecology and Sustainable Food Systems*, 1-41. <https://doi.org/10.1080/21683565.2024.2448201>
- El Bilali, H. (2019). The multi-level perspective in research on sustainability transitions in agriculture and food systems: A systematic review. *Agriculture*, 9(4), 74. <https://doi.org/10.3390/agriculture9040074>
- Farmery, A., Brewer, T., Farrell, P., Kottage, H., Reeve, E., Thow, A. et Andrew, N. (2021). Conceptualising value chain research to integrate multiple food system elements. *Global Food Security*, 28, 100500. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2021.100500>
- Forum SAT. (2022). Le Forum SAT : une démarche collaborative - bilan 2022. <https://forumsat.org/wp-content/uploads/2023/05/Bilan-du-Forum-SAT-2022-VF2.pdf>
- Fourat, E., Closson, C., Holzemer, L. et Hudon, M. (2020), Social inclusion in an alternative food network: Values, practices and tensions, *Journal of Rural Studies*, 76, 49-57. <https://doi.org/10.1016/j.jrurstud.2020.03.009>
- Freedman, D. A., Clark, J. K., Lounsbury, D. W., Boswell, L., Burns, M., Jackson, M. B., Mikelbank, K., Donley, G., Worley-Bell, L. Q., Mitchell, J., Ciesielski, T. H., Embaye, M., Lee, E. K., Roche, A., Gill, I. et Yamoah, O. (2022). Food system dynamics structuring nutrition equity in racialized urban neighborhoods. *American Journal of Clinical Nutrition*, 115, 1027-1038. <https://doi.org/10.1093/ajcn/nqab380>
- Gallardo Gomez, J. et Darrot, C. (2023). The role of low-income consumers in food system transitions: case studies of community supported agriculture and social groceries in France. *Review of Agricultural, Food and Environmental Studies*, 103(4), 369-392. <https://doi.org/10.1007/s41130-022-00181-3>
- Glennie, C. et Alkon, A. H. (2018). Food justice: Cultivating the field. *Environmental Research Letters*, 13(7), 073003. <https://doi.org/10.1088/1748-9326/aac4b2>
- Guillaumie, L., Harb, E., Gaudreau, C., Lascelles, L., Gaboury Bonhomme, M.-È., Saulais, L., Dupéré, S., Mercille, G., Vivion, M., Boiral, O., Talbot, D. et Giard-Laliberté, C. (2024). Enjeux et recommandations pour la transition socioécologique du système alimentaire en Mauricie : Résultats d'entretiens avec des personnes clés du territoire. Rapport de recherche, Faculté des sciences infirmières, Université Laval. https://www.fsi.ulaval.ca/system/files/public/recherche/laurenceguillaumie/enjeux_et_recommandations_transition_socioecologique_sam_version_web.pdf
- Guinto, R., Holley, K., Pictou, S., Tinirau, R., Wiremu, F., Andréé, P., Clark, J. K., Levkoe, C. Z. et Reeve, B. (2024). Challenging power relations in food systems governance: A conversation about moving from inclusion to decolonization. *Journal of Agriculture, Food Systems, and Community Development*, 13 (2), 91-108.

- <https://doi.org/10.5304/jafscd.2024.132.009>
- Hamilton, M., Benjamin, F. M. Jr., Davis, L. B., Morgan, S., Ivy, J. S., Jiang, S. Chi, M. et Hilliard, K. (2024). Toward a more diverse and equitable food distribution system: amplifying diversity, equity and inclusion in food bank operations. *Production and Operation Management*, 1-13. <https://doi.org/10.1177/10591478241252691>
- Hammelman, C., Levkoe, C. Z., Ahyeman, J., Kharod, S., Moragues Faus, A., Munoz, E., Iliva, J. et Wilson, A. (2020). Integrated food systems governance: Scaling equitable and transformative food initiatives through scholar-activist engagement. *Journal of Agriculture, Food Systems, and Community Development*, 9 (2), 71-86. <https://doi.org/10.5304/jafscd.2020.092.003>
- Hawkes, C., Ambikapathi, R., Anastasiou, K., Brock, J., Castronuovo, L., Fallon, N., Malapit, H., Ndumi, A., Samuel, F., Umugwaneza, M., Wanjohi, M. N. et Zorbas, C. (2022). From food price crisis to an equitable food system. *The Lancet*, 400. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(22\)01348-4](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(22)01348-4)
- Hochedez, C. (2022). Food justice: processes, practices and perspectives. *Review of Agricultural, Food and Environmental Studies*, 103(4), 305-320. <https://doi.org/10.1007/s41130-023-00188-4>
- Juskaite, G. et Haug, R. (2023). Multiple meanings of “equitable food systems”: food systems and discursive politics change. *Frontiers in Sustainable Food Systems*, 7, article 1127562. <https://doi.org/10.3389/fsufs.2023.1127562>
- Kelley, M. A. et Allen-Meares, P. (2025). Reimagining food equity: A social work health impact model for advancing health and environmental justice. *Health et Social Work*, Advance online publication, 00, 1-9. <https://doi.org/10.1093/hsw/hlaf025>
- Lecoutere, E., Mishra, A., Singaraju, N., Koo, J., Azzarri, K., Chanana, N., Nico, G. et Puskur, R. (2023). Where women in agri-food systems are at highest climate risk: a methodology for mapping climate–agriculture–gender inequality hotspots. *Frontiers in Sustainable Food Systems*, 7. <https://doi.org/10.3389/fsufs.2023.1197809>
- Marrero, A., Nicoson, C., Kelahan, H., Mendoza, K., Salvia, M., Golden, C. et Mattei, J. (2024). Equity as a priority in EAT–Lancet-aligned food system transformations. *Nature Food*, 5(10), 811-817. <https://doi.org/10.1038/s43016-024-01047-1>
- Massuca, J., Marta-Costa, A. et Lucas, M. R. (2023). Social dimension of sustainability: assessment in the agribusiness context. *Mediterranean Journal of Economics, Agriculture, Environment and Food*, 22(2). <https://doi.org/10.30682/nm2302e>
- Matchuindem, C. et Chaput, S. (2024). Pourquoi doit-on tenir compte du principe d’universalisme proportionné dans les initiatives de systèmes alimentaires territoriaux au Québec. *Réseau francophone international pour la promotion de la santé (RÉFIPS), région des Amériques*. Collection Partage. ISBN: 978-2-9818695-8-6
- McKeon, N. (2017). Are equity and sustainability a likely outcome when foxes and chickens share the same coop? Critiquing multistakeholder governance of food security. *Globalization*, 14 (3), 379-398, <https://doi.org/10.1080/14747731.2017.1286168>

- Moragues-Faus, A., Sonnino, R. et Marsden, T. (2017). Exploring European food system vulnerabilities: Towards integrated food security governance. *Environmental Science and Policy*, 75, 184-215. <https://doi.org/10.1016/j.envsci.2017.05.015>
- Parker, J. S. (2015). Using the interconnections and complexities of food systems to teach about human diversity and white privilege. *Journal of Agriculture, Food Systems, and Community Development*, 5 (4), 159-163. <https://doi.org/10.5304/jafscd.2015.054.022>
- Pozelli Sabio, R. et Lehoux, P. (2019). How can alternative food systems contribute to the sustainable development goals? *Systèmes alimentaires / Food Systems* (4), 209-218. <https://doi.org/10.15122/isbn.978-2-406-09829-4.p.0209>
- Raja, S., Clark, J. K., Freedgood, J. et Hodgson, K. (2018). Reflexive and inclusive: reimagining local government engagement in food systems. *Journal of Agriculture, Food Systems, and Community Development*, 8 (2). <https://doi.org/10.5304/jafscd.2018.08B.013>
- Ruben, R., Cavatassi, R., Lipper, L., Smaling, E. et Winter, P. (2021). Towards food systems transformation – five paradigm shifts for healthy, inclusive and sustainable food systems. *Food Security*, 13, 1423-1430. <https://doi.org/10.1007/s12571-021-01221-4>
- Singleton, C. R. (2021). Improving urban food systems requires emphasizing nutrition equity in interventions and policy actions. *American Journal of Clinical Nutrition*, 115, 981-982. <https://doi.org/10.1093/ajcn/nqac018>
- Slade, C. et Carter, J. (2017). Local governance for social sustainability: equity as a strategic response to neoliberal constraints in food security initiatives. *Australian Geographer*, 48 (3). 385-399. <https://doi.org/10.1080/00049182.2016.1265882>
- Steinke, J., Schumann, C., Langan, S., Müller, A., Ouko Opola, F., Ortiz-Crespo, B. et van Etten, J., (2024). Fostering social inclusion in development-oriented digital food system interventions. *Agricultural Systems*, 215, article 103882. <https://doi.org/10.5304/jafscd.2015.054.022>
- Sterling, E. J., Betley, E., Ahmed, S., Akabas, S., Clegg, D. J., Downs, S., Izumi, B., Koch, P., Kross, S. M., Spiller, K., Teron, L. et Valley, W. (2021). Centering equity in sustainable food systems education. *Frontiers in Sustainable Food Systems*, 5, article 737434. <https://doi.org/10.3389/fsufs.2021.737434>
- Stone, T. F., Huckins, E., Hornbuckle, E. C., Thompson, J. R. et Dentzman, K. (2024). Equity and resilience in local urban food systems: a case study. *Agriculture and Human Values*, 41, 1239-1256. <https://doi.org/10.1007/s10460-024-10551-w>
- Sullivan, M. (2025). Urban Planning for Regional Food Equity [Senior Project, California Polytechnic State University]. *Digital Commons*. viewcontent.cgi
- Swenor, B. K. (2021). Disability inclusion: A missing ingredient for food system equity. *Global Food Security*, 31, article 100584. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2021.100584>
- Tirado von der Pahlen, M.C., Arias, D., Comim, F., Sassi, F., Briseño, A., Kinderlerer, J., Lee, S., Platais, G. et Rapallo, R. (2018). Social equity, justice and ethics: missing links in eco-agri-food systems. In *TEEB for Agriculture and Food: Scientific and Economic Foundations Report*. Geneva: UN Environment. 5, 161-201.

Valley, W., Anderson, M., Tichenor Blackstone, N., Sterling, E., Betley, E., Akabas, S., Koch, P., Dring, C., Burke, J. et Spiller, K. (2020). Towards an equity competency model for sustainable food systems education programs. *Elementa Science of the Anthropocene*, 8 (33), 3-16. <https://doi.org/10.1525/elementa.428>

Annexes

Annexe 1 : Mots-clés utilisés pour identifier les publications incluses

1. Requête centrée sur les systèmes alimentaires locaux et alternatifs

(Equit* OR Inequit* OR Inequalit* OR Inclus* OR Divers* OR DEI) AND ((Food OR Foods OR Agri-food OR Agrifood OR Agro-food OR Agrofood OR Nutrition OR Diet OR DIETS) NEAR/2 (system* OR governance OR polic* OR council* OR strateg* OR initiative* OR project* OR program* OR planning* OR framework* OR regulation* OR management OR scheme* OR network* OR security OR access* OR availabilit* OR sovereign*)) AND (Territor* OR Local* OR Region* OR Communit* OR Municipal* OR Council* OR Urban* OR Rural* OR City OR Cities OR County OR Counties OR Village* OR Town* OR Suburban* OR Boreal OR Aboriginal* OR Inuit* OR Indigenous OR Native OR Natives OR Neighborhood* OR Civil OR Movement* OR Citizen* OR Activis* OR Critical OR Reflexive OR Radical OR neoliberal OR capitalis* OR anti-capitalis* OR anticapitalis* OR Paradigm* OR alternativ* OR transformative OR Criticism* OR Grassroots)

2. Requête centrée sur les systèmes alimentaires au sens large

(Equit* OR Inequit* OR Inequalit* OR Inclus* OR Divers* OR DEI OR ethic*) AND ((Food OR Foods OR Agri-food OR Agrifood OR Agro-food OR Agrofood OR Nutrition OR Diet OR DIETS) NEAR/2 (system* OR governance OR polic* OR council* OR security OR sovereign*))

Annexe 2 : Liste des 27 publications incluses dans les analyses

1. Adusei, F. Y. (2025). Promoting equity: Embracing food justice in the transformation of the food systems for BIPOC Communities. *Journal of Extension*, 63 (1).
<https://doi.org/10.34068/joe.63.01.08>
2. Bronson, K. et Knezevic, I. (2019). The digital divide and how it matters for Canadian food system equity. *Canadian Journal of Communication Policy Portal*, 44, 63-68.
<https://doi.org/10.22230/cjc.2019v44n2a3489>
3. Bui, S., Costa, I., De Schutter, O., Dedeurwaerdere, T., Hudon, M. et Feyereisen, M. (2019). Systemic ethics and inclusive governance: two key perquisites for sustainability transitions of agri-food systems. *Agriculture and Human Values*, 36, 277-288.
<https://doi.org/10.1007/s10460-019-09917-2>
4. Burke, J. et Spiller, K. A. (2015). Food Solutions New England: Racial equity, food justice, and food system transformation. *Journal of Agriculture, Food Systems, and Community Development*, 5 (4), 164-171. <https://doi.org/10.5304/jafscd.2015.054.027>
5. Butterfield, K. L. et Ramirez, A. S. (2021). Framing food access: Do community gardens inadvertently reproduce inequality? *Health Education and Behavior*, 48 (2), 160-168.
<https://doi.org/10.1177/1090198120950617>
6. Cohen, N. et Ilieva, R. T. (2021) Expanding the boundaries of food policy: The turn to equity in New York City. *Food Policy*, 103, article 102012.
<https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2020.102012>
7. Fourat, E., Closson, C., Holzemer, L. et Hudon, M. (2020), Social inclusion in an alternative food network: Values, practices and tensions, *Journal of Rural Studies*, 76, 49-57.
<https://doi.org/10.1016/j.jrurstud.2020.03.009>
8. Freedman, D. A., Clark, J. K., Lounsbury, D. W., Boswell, L., Burns, M., Jackson, M. B., Mikelbank, K., Donley, G., Worley-Bell, L. Q., Mitchell, J., Ciesielski, T. H., Embaye, M., Lee, E. K., Roche, A., Gill, I. et Yamoah, O. (2022). Food system dynamics structuring nutrition equity in racialized urban neighborhoods. *American Journal of Clinical Nutrition*, 115, 1027-1038. <https://doi.org/10.1093/ajcn/nqab380>
9. Guinto, R., Holley, K., Pictou, S., Tinirau, R., Wiremu, F., Andréé, P., Clark, J. K., Levkoe, C. Z. et Reeve, B. (2024). Challenging power relations in food systems governance: A conversation about moving from inclusion to decolonization. *Journal of Agriculture, Food Systems, and Community Development*, 13 (2), 91-108.
<https://doi.org/10.5304/jafscd.2024.132.009>
10. Hamilton, M., Benjamin, F. M. Jr., Davis, L. B., Morgan, S., Ivy, J. S., Jiang, S. Chi, M. et Hilliard, K. (2024). Toward a more diverse and equitable food distribution system: amplifying diversity, equity and inclusion in food bank operations. *Production and Operation Management*, 1-13. <https://doi.org/10.1177/10591478241252691>
11. Hammelman, C., Levkoe, C. Z., Ahyeman, J., Kharod, S., Moragues Faus, A., Munoz, E., Iliva, J. et Wilson, A. (2020). Integrated food systems governance: Scaling equitable and

- transformative food initiatives through scholar-activist engagement. *Journal of Agriculture, Food Systems, and Community Development*, 9 (2), 71-86.
<https://doi.org/10.5304/jafscd.2020.092.003>
12. Hawkes, C., Ambikapathi, R., Anastasiou, K., Brock, J., Castronuovo, L., Fallon, N., Malapit, H., Ndumi, A., Samuel, F., Umugwaneza, M., Wanjohi, M. N. et Zorbas, C. (2022). From food price crisis to an equitable food system. *The Lancet*, 400.
[https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(22\)01348-4](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(22)01348-4)
 13. Juskaite, G. et Haug, R. (2023). Multiple meanings of “equitable food systems”: food systems and discursive politics change. *Frontiers in Sustainable Food Systems*, 7, article 1127562. <https://doi.org/10.3389/fsufs.2023.1127562>
 14. Kelley, M. A. et Allen-Meares, P. (2025). Reimagining food equity: A social work health impact model for advancing health and environmental justice. *Health and Social Work*, Advance online publication, 00, 1-9. <https://doi.org/10.1093/hsw/hlaf025>
 15. Lecoutere, E., Mishra, A., Singaraju, N., Koo, J., Azzarri, K., Chanana, N., Nico, G. et Puskur, R. (2023). Where women in agri-food systems are at highest climate risk: a methodology for mapping climate–agriculture–gender inequality hotspots. *Frontiers in Sustainable Food Systems*, 7. <https://doi.org/10.3389/fsufs.2023.1197809>
 16. McKeon, N. (2017). Are equity and sustainability a likely outcome when foxes and chickens share the same coop? Critiquing multistakeholder governance of food security. *Globalization*, 14 (3), 379-398, <https://doi.org/10.1080/14747731.2017.1286168>
 17. Parker, J. S. (2015). Using the interconnections and complexities of food systems to teach about human diversity and white privilege. *Journal of Agriculture, Food Systems, and Community Development*, 5 (4), 159-163. <https://doi.org/10.5304/jafscd.2015.054.022>
 18. Raja, S., Clark, J. K., Freedgood, J. et Hodgson, K. (2018). Reflexive and inclusive: reimagining local government engagement in food systems. *Journal of Agriculture, Food Systems, and Community Development*, 8 (2). <https://doi.org/10.5304/jafscd.2018.08B.013>
 19. Ruben, R., Cavatassi, R., Lipper, L., Smaling, E. et Winter, P. (2021). Towards food systems transformation – five paradigm shifts for healthy, inclusive and sustainable food systems. *Food Security*, 13, 1423-1430. <https://doi.org/10.1007/s12571-021-01221-4>
 20. Singleton, C. R. (2021). Improving urban food systems requires emphasizing nutrition equity in interventions and policy actions. *American Journal of Clinical Nutrition*, 115, 981-982.
<https://doi.org/10.1093/ajcn/nqac018>
 21. Slade, C. et Carter, J. (2017). Local governance for social sustainability: equity as a strategic response to neoliberal constraints in food security initiatives. *Australian Geographer*, 48 (3). 385-399. <https://doi.org/10.1080/00049182.2016.1265882>
 22. Steinke, J., Schumann, C., Langan, S., Müller, A., Ouko Opola, F., Ortiz-Crespo, B. et van Etten, J. (2024). Fostering social inclusion in development-oriented digital food system interventions. *Agricultural Systems*, 215, article 103882.
<https://doi.org/10.5304/jafscd.2015.054.022>

23. Sterling, E. J., Betley, E., Ahmed, S., Akabas, S., Clegg, D. J., Downs, S., Izumi, B., Koch, P., Kross, S. M., Spiller, K., Teron, L. et Valley, W. (2021). Centering equity in sustainable food systems education. *Frontiers in Sustainable Food Systems*, 5, article 737434. <https://doi.org/10.3389/fsufs.2021.737434>
24. Stone, T. F., Huckins, E., Hornbuckle, E. C., Thompson, J. R. et Dentzman, K. (2024). Equity and resilience in local urban food systems: a case study. *Agriculture and Human Values*, 41, 1239-1256. <https://doi.org/10.1007/s10460-024-10551-w>
25. Swenor, B. K. (2021). Disability inclusion: A missing ingredient for food system equity. *Global Food Security*, 31, article 100584. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2021.100584>
26. Tirado von der Pahlen, M.C., Arias, D., Comim, F., Sassi, F., Briseño, A., Kinderlerer, J., Lee, S., Platais, G. et Rapallo, R. (2018). Social equity, justice and ethics: missing links in eco-agri-food systems. In *TEEB for Agriculture and Food: Scientific and Economic Foundations Report*. Geneva: UN Environment. 5, 161-201.
27. Valley, W., Anderson, M., Tichenor Blackstone, N., Sterling, E., Betley, E., Akabas, S., Koch, P., Dring, C., Burke, J. et Spiller, K. (2020). Towards an equity competency model for sustainable food systems education programs. *Elementa Science of the Anthropocene*, 8 (33), 3-16. <https://doi.org/10.1525/elementa.428>